J. M. De Bujanda, Ugo Rozzo, Peter G. Bietenholz, Paul F. Grendler et Claude Sutto. *Index de Rome 1590, 1593, 1596, avec étude des Index de Parme 1580 et de Munich 1582*. Sherbrooke, Centre d'Études de la Renaissance, 1994. Vol. IX, Pp. 1 172.

Paul VI abolit l'Index en 1965. Trois ans plus tard, lors des événements de mai 1968 à Paris, je relevai par hasard sur un mur de l'Odéon le graffiti suivant: "Il est interdit d'interdire," lequel est devenu depuis lors un banal proverbe en certains milieux. Notre époque n'est pas à un paradoxe près. Fait aussi digne de remarque, le premier Index fut celui de la Sorbonne ou de l'Université de Paris (1544), le deuxième, de l'Université de Louvain (1546), le troisième de l'Inquisition portugaise (1547), le quatrième de Venise (1549), le cinquième de l'Inquisition espagnole (1551), le sixième de Venise et Milan (1554) et le septième de Rome (1557).

À vrai dire, de 1544 à la fin du seizième siècle, on compte 34 Index ainsi répartis: Parme (1), Munich (1), Venise (2 en 5 ans), Anvers (3 en 3 ans), Louvain (3 en 12 ans), Inquisition espagnole (5 en 33 ans), Rome (6 en 41 ans), Paris (6 en 12 ans), Inquisition portugaise (7 en 50 ans). Tous ont déjà été étudiés, sauf les Index de Parme (1580), de Munich (1582) et de Rome (1590, 1593, 1596), qui font l'objet du vol. IX de la série dont il est ici question. Un dixième volume de cette collection reste à paraître sous le titre de "Thesaurus de la littérature interdite au XVI^e siècle." Ainsi se terminera la série des Index du seizième siècle.

Les cinq auteurs de ce volumineux compendium relié de 1 172 pages sont des spécialistes bien connus. Le préfacier fait plus que remercier, comme il convient, qui de droit dans les pages 11-14 (le comité de rédaction, les quatre assistants, entre autres). Il fait aussi le tour du sujet, parle de l'origine de la Congrégation de l'Index, tient l'Index de Parme (1580) pour le plus représentatif, regrette, raisons éditoriales obligent, d'avoir omis plus d'une donnée importante relative aux condamnations, voire de n'avoir pu consulter les Archives du Saint-Office et de l'ancienne Congrégation de l'Index. Par bonheur, l'équipe eut accès à la riche documentation de la Bibliothèque du Vatican dont le préfet est un Canadien, le père Leonard E. Boyle. Le lecteur ferait bien de lire aussi (p. 15) les "Principes et Normes" qui suivent la préface.

Il suffit de jeter un coup d'oeil sur la table des matières, détaillée et bien aérée, pour saisir d'emblée l'esprit méthodique qui a présidé à la composition de l'ouvrage. La présentation des trois Index de Parme, de Munich et de Rome, due respectivement à Ugo Rozzo, Peter G. Bietenholz, Paul F. Grendler et J. M. De Bujanda, comporte trois parties distinctes: introduction historique, étude du contenu, analyse des condamnations. Les notes abondantes sont renvoyées en bas de page, ce qui en facilite grandement la lecture. Le plus étoffé des Index est sans doute celui de Rome dont l'introduction historique (pp. 269-309) a pour auteur Paul F. Grendler, tandis que l'étude du contenu (pp. 310-740) est l'oeuvre de J. M. De Bujanda. Tell est la matière des 740 premières pages.

Suivent le "Texte des Index" (pp. 741-978), la "Table des auteurs et des ouvrages condamnés et expurgés" (pp. 779-1052), la "Table des imprimeurs et des libraires" par lieux d'activité (pp. 1053-1074), la bibliographie (pp. 1075-1112), l'index des

bibliothèques citées (pp. 1115-1120), l'index général des noms de personnes et des ouvrages condamnés comme anonymes (pp. 1121-1172). Les 200 dernières pages ne manqueront pas d'intéresser tout particulièrement les bibliophiles, bibliothécaires, historiens des mentalités et religions, théologiens catholiques et protestants, philosophes et sociologues; ils ont beaucoup de pain sur la planche!

Le lecteur moderne, avide d'explications et obsédé, non sans raison, par le respect des droits et de la liberté de la personne — la brutalité et l'esclavage sous toutes ses formes sont loin d'être disparus de la planète — aura tôt fait de constater, en parcourant ce volume, l'absence de discussion raisonnée des interdictions d'écrits dangereux pour la foi et les mœurs. Grégoire XIII justifie ainsi la censure: "ut Christi fideles intelligent quos libros tute legere possint et a quibus abstinere debeant" (p. 261), sans préciser toutefois l'adverbe "*tute*," sans danger. Mais pareille imprécision crevait alors les yeux. Nous sommes non pas au vingtième, mais au seizième siècle, qui est celui de la Réforme et de la Contre-Réforme, de la rivalité entre le pouvoir territorial des papes et celui des empereurs et des rois; l'Index possède alors une dimension européenne. Il interdisait, parmi beaucoup d'autres, les éléments suivants dans les textes imprimés: affirmations de caractère païen, propos contraires aux bonnes mœurs, épithètes élogieuses à l'égard de Luther, Calvin *et alii*, emplois d'expressions chères aux hérétiques, attaques contre les rites ecclésiastiques, etc. Le lecteur trouvera d'autres chefs d'interdiction dans l'"Introduction historique" et l'"Étude du contenu." Il pourra se consoler ou se rassurer un tantinet en lisant la phrase suivante: "Après la promulgation de l'Index romain en 1559 et de celui du Concile de Trente en 1564, mais surtout à partir de la création, en mars 1571, de la Congrégation de l'Index, les ordinaires et inquisiteurs diocésains ne peuvent, de fait plutôt que de droit, légiférer en la matière" (p. 22).

Le droit de censure, une fois centralisé à Rome, avait chance d'être plus respecté, de créer une certaine uniformité dans les décrets ou de les rendre moins aléatoires, de lutter plus efficacement contre les erreurs de la Réforme et de mettre les catholiques en garde contre les réformateurs qui expurgeaient ou traduisaient à l'envi surtout le Nouveau Testament et certains textes des Pères de l'Église. Loin de se limiter à la défense de la foi et de veiller aux bonnes mœurs, l'Index se piquait, à l'aurore du classicisme, de purifier la littérature. Or, dans ce domaine, nécessité faisant loi, il n'y allait pas de main morte, par exemple, en remplaçant César, Cicéron, Horace, Pline le Jeune et Virgile par des auteurs aussi insignifiants et médiocres tels que Bembo, Prudentius, Sadolet et Sammazarro (p. 190). La Congrégation de l'Index prétendait purifier les ouvrages littéraires jusque-là publiés en langue vernaculaire (pp. 275-279) qui passaient pour corrompus ou corrupteurs. Par bonheur, Clément VII (p. 285) réduisit radicalement la liste de pareils ouvrages dans l'Index de Rome (1596). On doit reconnaître, cependant, que Rome, en agissant aussi fermement, répondait du tac au tac aux attaques de ses adversaires, les imprimeurs et les libraires d'Espagne et d'Italie, d'Angleterre et de France, d'Allemagne ou du Portugal, de Suisse et des Pays-Bas qui faisaient flèche de tout bois pour répandre leurs livres quand ils ne se livraient pas à des actes de piraterie, les droits d'auteurs étant alors inconnus. Venise alla même jusqu'à présenter de fortes objections contre l'Index au gouvernement de la République.

Et l'on vint à un *modus vivendi* avec le Saint-Siège alors que les chrétiens, faisant front commun, avaient abouti à la victoire de Lépante sur les Turcs en 1571.

Cet ouvrage, on l'aura constaté par ce qui précède, ne manque ni d'intérêt historique, littéraire et sociologique, ni de haute valeur scientifique. Le lecteur ne manquera pas alors de remplir plusieurs feuillets de notes: de relever, par exemple, la "Table" on ne peut plus indispensable, des correspondances de l'Index de Parme (1580) avec les titres de Turin, de Naples et les Index de Rome (1590 et 1596); ou encore la présentation exemplaire des noms des auteurs et des titres des ouvrages condamnés, tous numérotés et en caractères gras, la reproduction remarquablement nette des Index provenant surtout de la Bibliothèque du Vatican, puis de la Folger Shakespeare Library et de la Menno Simons Historical Library de Harrisburg en Pennsylvanie.

Le volume IX fait donc honneur tout ensemble à l'équipe qui a pris l'initiative et assuré l'entreprise au Centre d'Études de la Renaissance de l'Université de Sherbrooke et aux presses Métrolitho-Sherbrooke. Il n'aurait jamais pu paraître sans le double concours de l'Université de Sherbrooke et du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

MAURICE LEBEL, *Université Laval*

Tina Krontiris. *Oppositional Voices: Women as Writers and Translators of Literature in the English Renaissance*. London and New York: Routledge, 1992. Pp. x, 182.

Charlotte F. Otten, ed. *English Women's Voices, 1540-1700*. Miami: Florida International University Press, 1992. Pp. xvi, 421.

Oppositional Voices explores the conditions of possibility for literary production by Englishwomen in the Renaissance and the strategies they employ to oppose dominant ideologies about gender. In a world inhospitable to women's writing and publication, what circumstances, Tina Krontiris asks, enabled a handful of women to succeed in producing secular literature? Krontiris reviews familiar barriers to women's accomplishment: theories and cultural practices reinforcing male superiority and female subordination, constraining women's sexual behaviour and verbal expression, restricting their access to business or the public sphere. Nonetheless, she argues, ideological and cultural formations are never monolithic. In general terms, both religion and humanism encompassed contradictions which opened spaces of opportunity for women. The Reformation may have reinforced a woman's subordinate position in relation to a husband but it permitted her speech in devotion to God; humanist thought may have regarded women as inferior by nature, but it encouraged improvement through education. Particular circumstances, such as service in an